

## Recueil des avis issus de la consultation auprès des ministères et organismes

Projet : Projet d'augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lansé

Numéro de dossier : 3211-15-016

### Liste par ministère ou organisme

no	Ministères ou organismes	Direction ou service	Signataire	Date	Nbre pages
1.	Ministère des Affaires municipales et Habitation	Direction régionale du Centre-du-Québec	Céline Girard	2016-07-22	5
2.	Ministère des Transports	Direction régionale du Centre-du-Québec	Carl Bélanger	2016-07-20	4
3.	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Direction régionale du Centre-du-Québec	Gilles Beaudry	2016-08-02	4
4.	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Direction de la protection de la santé publique	Karine Martel	2016-07-18	1
5.	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Direction générale de la santé publique	Marion Schnebelen	2016-07-22	1
6.	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de la Mauricie et du Centre-du-Québec	François Boucher	2016-07-15	7
7.	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Direction de l'agroenvironnement et du milieu hydrique	Marie-France Blais	2017-03-03	5

Victoriaville, le 22 juillet 2016

Monsieur Denis Talbot  
Directeur par intérim de l'évaluation environnementale des projets terrestres  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement  
et de la Lutte contre les changements climatiques  
Édifice Marie-Guyart, 6<sup>e</sup> étage  
675, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5V7

Objet : Augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lansi de 570 à 2086 UA, municipalité de Saint-Albert (Dossier 3211-15-016)

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a analysé la recevabilité de l'étude d'impact sur l'environnement déposée en avril 2016 par Ferme Lansi et réalisée par la firme Consumaj inc.

Le MAMOT a évalué cette étude en fonction de la directive transmise par votre Ministère relativement à ce projet. Vous trouverez ci-après plusieurs demandes visant à fournir des informations pertinentes à l'égard des préoccupations du Ministère.

Plus particulièrement, le MAMOT est préoccupé par la prise en compte de la planification et de la réglementation municipale, par les nuisances (bruit, poussière, odeurs et trafic lourd) pouvant être ressenties par les résidents et les visiteurs à proximité des activités de la ferme, ainsi que par les impacts potentiels du projet sur les infrastructures et les services municipaux.

### **Les composantes du milieu humain**

#### **1) Cartographie**

Au chapitre 8, l'étude d'impact devrait fournir une cartographie détaillée des routes qui seront empruntées pour les activités de Ferme Lansi, que ce soit pour les activités d'élevage ou culturelles, dans un rayon de 10 km du lieu d'élevage (territoire ciblé pour l'acquisition de nouvelles terres pour des raisons de rentabilité économique). Le

MAMOT souhaite que soit localisé l'ensemble des voies de circulation dont il est question dans l'étude. Afin de faciliter l'analyse, les terres de Ferme Lansi devraient apparaître sur cette cartographie.

L'étude devra également préciser, sous forme cartographique ou textuelle, le trajet qui sera emprunté pour transporter le lait, les intrants ou toute autre activité générant des déplacements entre le 1369, 10<sup>e</sup> Rang et des installations extérieures à la Ferme Lansi.

Par ailleurs, sur la Figure 1.0 du chapitre 8, le MAMOT remarque que les grandes affectations ne respectent pas fidèlement celles du schéma d'aménagement et de développement (SAD) de la MRC d'Arthabaska. En outre, il manque certains îlots déstructurés, comme celui situé à l'intersection de la route 122 et de la rue Principale (à 2,7 km de la ferme) et celui situé à l'angle de la route 122 et du 10<sup>e</sup> Rang (à 4,7 km de la ferme), à Saint-Albert.

## 2) Prise en compte de la planification et de la réglementation municipale

Le document soumis aborde de manière floue la réglementation applicable à l'égard des distances séparatrices pour la gestion des odeurs ainsi que les normes applicables au déboisement.

Concernant les distances séparatrices pour la gestion des odeurs, l'étude réfère au règlement numéro 182 de la MRC d'Arthabaska adopté par la municipalité de Saint-Albert (p. 25, 26 et 32). Il faudrait plutôt indiquer que le SAD de la MRC d'Arthabaska (règlement numéro 200) comprend des normes fixant des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole (section III du Document complémentaire). Ces normes sont applicables par le biais du règlement de zonage de la municipalité de Saint-Albert (vérifier le numéro de règlement auprès de la municipalité).

Afin de compléter l'information sur la réglementation municipale pouvant affecter le projet, il faudrait mentionner les distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme qui s'appliquent également (ces normes se trouvent aussi dans les règlements de zonage municipaux). Il faudrait indiquer si ces normes auront ou non un effet sur le projet.

Concernant le règlement régional relatif au déboisement, il s'agit du règlement numéro 315 de la MRC d'Arthabaska. Il faut également mentionner que le Règlement sur les exploitations agricoles (REA) limite lui aussi la mise en culture de nouvelles superficies. L'étude pourrait apporter des précisions en ce sens, notamment à la page 46 (4.3 Les méthodes d'atténuation, les effets résiduels et les gains environnementaux, paragraphe 1).

En regard de la planification, le MAMOT note que la MRC d'Arthabaska a indiqué, sur la carte # 27 *Inventaire récréo-touristique* du SAD, la présence d'une voie cyclable sur la route de l'Église et le 6<sup>e</sup> Rang, à proximité des installations d'élevage projetées et des terres de Ferme Lansi. Il n'en est fait aucune mention dans l'étude. Le promoteur pourrait contacter la MRC afin de vérifier les impacts que pourraient avoir son projet sur cette activité récréo-touristique. Cette information pourrait être ajoutée au point 2.6 (p. 26).

### 3) Respect des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole

Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement concernant la protection du territoire et des activités agricoles (document complémentaire révisé, décembre 2001, p. 39) définissent comme suit une « maison d'habitation » pour le calcul des distances séparatrices : « une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 m<sup>2</sup> qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations ». Ainsi, les distances séparatrices sont applicables à l'égard de la maison identifiée par le numéro 14 sur les figures 2a et 2b (chapitre 8). L'étude doit être corrigée pour en tenir compte.

Le MAMOT a procédé au calcul des distances séparatrices applicables à l'égard des résidences voisines, des immeubles protégés et des périmètres d'urbanisation en fonction du projet présenté. Les résultats des calculs effectués sont légèrement différents de ceux présentés au tableau 2.5 (p. 26). Pour une maison d'habitation, la distance à respecter serait de 266,28 m (260 m dans l'étude), pour un immeuble protégé, elle serait de 532,56 m (520 m dans l'étude) et à l'égard d'un périmètre d'urbanisation, elle serait de 798,84 m (780 m dans l'étude). Il est toutefois possible que le projet comprenne des mesures d'atténuation qui n'ont pas été inscrites dans le document. Aussi, il serait pertinent de joindre en annexe le calcul des distances séparatrices effectuées dans le cadre du projet, comprenant la valeur de chaque paramètre permettant de calculer les distances séparatrices.

En outre, au point 4.3.1.4 (p. 51), il est indiqué : « La ferme pourra planter des haies brise-vents comme mesure d'atténuation des odeurs, bruits et poussières... ». Le promoteur peut-il préciser s'il plantera ou non des haies brise-vents? Si oui, à quel endroit?

### 4) Protection incendie

La protection incendie et la capacité des services d'urgence à intervenir adéquatement à l'égard des nouvelles installations ne sont pas abordées. L'étude d'impact doit être bonifiée pour répondre à cette préoccupation. À cet égard, le promoteur devrait communiquer avec la municipalité de Saint-Albert.

### 5) Éléments patrimoniaux

Comme le projet vise à acquérir des exploitations agricoles existantes afin d'accroître la superficie des terres cultivées par Ferme Lansi et à regrouper les activités d'élevage dans un complexe unique, il pourrait y avoir des pertes significatives du patrimoine bâti suite à l'abandon ou à la démolition de bâtiments agricoles. Puisqu'on ne sait pas quelles terres seront acquises pour réaliser le projet, ces risques sont difficiles à évaluer. Advenant la présence d'un bâtiment d'intérêt patrimonial sur une propriété à acquérir, qu'est-ce que Ferme Lansi entend faire pour protéger ou conserver ce patrimoine?

### 6) Consultation du milieu

Une consultation a été tenue le 16 juin 2015. L'annexe 10.3 fait le bilan de cette consultation. Le MAMOT aimerait toutefois avoir plus d'informations à ce sujet. À

quelle date, de quelle manière, par qui et à qui a été lancée l'invitation à cette consultation? Joindre une copie de cette invitation à l'annexe 10.3. Est-ce que les municipalités de Saint-Valère, Sainte-Clothilde-de-Horton, Saint-Samuel et Saint-Albert ont été consultées de manière particulière? Si oui, qui a été rencontré?

### **L'évaluation des impacts et des impacts résiduels**

#### **1) La circulation actuelle comparativement à la circulation projetée**

Au point 3.2.2, on compare les avantages que comporterait un seul site de 2086 UA versus cinq sites de moins de 600 UA chacun. Au paragraphe 6 (p. 32), il est écrit que l'augmentation du cheptel à un seul site impliquerait une augmentation graduelle des déplacements sur une période de 20 ans et que la construction de quatre nouveaux sites provoquerait une augmentation très rapide de la circulation. Le MAMOT aimerait comprendre sur quoi repose cette dynamique différente, considérant que l'acquisition de nouveaux quotas et de nouvelles terres devraient se faire graduellement dans un cas comme dans l'autre, selon les opportunités qui se présenteront.

Le tableau 4.6 (p. 63) résume l'information quant au nombre de voyages de tracteurs/camions pour chacune des activités de la ferme. Toutefois, le tableau ne permet pas de savoir le nombre total de voyages par jour qui circuleront durant la saison estivale, durant le reste de l'année et le nombre de voyages au total dans une année, et ce, tant pour les situations actuelles que projetées. Il est demandé d'ajouter ces informations.

Concernant le transport des déjections, le MAMOT a fait un calcul pour savoir le nombre de voyages qui serait nécessaire pour cette activité en fonction des informations données au point v) Transport des déjections (p. 62). Selon ce calcul, pour transporter 58 200 m<sup>3</sup> dans des citernes de 31,5 m<sup>3</sup>, faudrait 1 847,6 citernes (ou voyages) à transporter pendant une durée de 15 jours. Ce qui voudrait dire 123 citernes / jour à transporter durant 15 ou 16 jours ou encore 862 citernes / semaine durant 2 semaines. Toutefois, le tableau 4.6 (p. 63) donne 109 voyages / jour durant 15 jours, ce qui donnerait 763 voyages / semaine durant 2 semaines. Expliquer le calcul ayant mené aux chiffres du tableau 4.6 en regard du transport des déjections.

#### **2) Les impacts sur les infrastructures routières municipales**

L'étude d'impact fait fi de toute répercussion possible de ses activités sur la voirie municipale. Or, avec l'augmentation de la capacité de charge des véhicules utilisés et du nombre de déplacements sur les routes de Saint-Albert, et des municipalités voisines, on peut prévoir des impacts sur l'entretien de ces voies municipales. Peut-être même que certaines d'entre elles devront être complètement refaites pour accroître leur capacité à accueillir de telles charges. Des impacts importants pour les finances municipales pourraient donc s'en suivre. Le MAMOT demande que soient évalués les impacts sur la pérennité du réseau routier municipal et des coûts d'entretien ou de mise à niveau de ce réseau pour chacune des municipalités qui sera impactée. Quelles seront les mesures d'atténuation? Quels seront les impacts résiduels?

### 3) Comparaison des variantes et de la situation initiale comparativement à la situation projetée

D'une part, l'étude établit que le projet aura peu d'impact, puisque les terres qui seront acquises sont déjà des terres cultivées où se déroulent des activités d'épandage, de récolte et autres qui génèrent déjà du bruit, de la poussière, des odeurs et des déplacements. D'autre part, l'étude prévoit une diminution des impacts par rapport à la situation actuelle puisqu'elle suppose que les pratiques agricoles de Ferme Lansi seront meilleures que celles pratiquées par les exploitants actuels des terres qui seront acquises.

Comme on ne sait pas où seront situées les nouvelles terres de Ferme Lansi, comment ont été évalués les effets résiduels des impacts pour les opérations culturales que l'on retrouve au tableau 4.3b (p. 48), particulièrement concernant le bruit, la poussière, les odeurs et les routes?

Sur quelle base l'étude peut-elle statuer qu'actuellement, l'épandage des déjections animales se fait sur une période de 60 jours par année? (référence à 4.6 - Sommaire des effets résiduels, p. 67). Comme les besoins de fertilisation doivent apparaître à la même période d'un champ à l'autre, ne peut-on présumer que les épandages se font actuellement plus ou moins simultanément par tous les exploitants et non pas sur une période de 60 jours?

À la section 4.4 (p. 65) l'étude aborde l'option de sites d'élevage sous 600 UA comme si les 4 nouvelles installations de Ferme Lansi devaient s'implanter dans des lieux qui ne comportent actuellement aucune installation d'élevage, alors que ce scénario est peu probable, selon certains passages de l'étude d'impact. Il semble qu'il faudrait revoir les impacts résiduels de la section 4.4 en se rappelant la prémisse de base, que les nouvelles terres de Ferme Lansi seront reprises d'exploitations agricoles existantes.

Espérant le tout conforme à vos attentes, nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos plus cordiales salutations.

La directrice régionale par intérim,

Céline Girard

CG/CD/bb



Le 20 juillet 2016

Monsieur Denis Talbot  
Directeur par intérim  
Direction générale de l'évaluation environnementale  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et  
de la Lutte contre les changements climatiques  
675, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5V7

V/Réf. : 3211-15-016

N/Réf. : 20300

**Objet : Analyse de la recevabilité du projet d'augmentation d'un cheptel laitier  
dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur  
l'environnement**

Monsieur,

Conformément à votre demande de juin dernier, nous avons pris connaissance de l'étude d'impact déposée par *CONSUMAJ Experts conseils-Division environnement* concernant le projet mentionné en objet.

Afin de sensibiliser votre ministère aux préoccupations de la Direction territoriale Mauricie-Centre-du-Québec (DMCQ) du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), nous vous acheminons certains commentaires visant à rendre l'étude plus complète et recevable. Ceux-ci ont pour but de nous assurer que tous les éléments requis par la directive ont été traités de façon satisfaisante et valable selon notre champ de compétence, nos préoccupations et les caractéristiques de notre domaine d'interventions. Nous faisons également état des éléments plus spécifiques devant être traités par le promoteur dans les étapes subséquentes.

...2

Le 28 janvier 2016, le ministère des Transports est devenu le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Le Ministère a fait le choix d'écouler les inventaires de papeterie portant l'ancienne signature ministérielle afin de réduire les coûts.

M. Denis Talbot

2

Pour tout autre renseignement relatif à ce dossier, vous pouvez communiquer avec M<sup>me</sup> Danielle Tremblay au 819 471-5302, poste 271.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le directeur,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Carl Bélanger', followed by the word 'pour' in a cursive script.

Carl Bélanger, ing., M. ing.

CB/DT/jm

p.j.



# ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ DU PROJET D'AUGMENTATION D'UN CHEPTEL LAITIER DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Commentaires de la Direction de la Mauricie–Centre-du-Québec  
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Considérant que de l'avis même du consultant, l'impact principal du projet sera l'augmentation de la circulation de véhicules agricoles à partir de ou vers le 1369, 10<sup>e</sup> rang de Saint-Albert (page 3), globalement, les éléments suivants devront être intégrés, car inexistant dans l'étude proposée, soit :

Page	Texte, tableau ou autre	Traitement d'un élément manquant, questionnaire ou demande de précision	Ce qui rendrait l'élément recevable
61	« La ferme dépendra très peu des routes principales de la région : la 122 qui conduit de Saint-Albert à Sainte-Clothilde [...] et la route 161 qui relie Victoriaville à Saint-Valère [...] ».	L'autoroute 955 n'a pas été nommée; pourtant, elle est incluse dans le rayon du 10 km de la zone à l'étude (figure 1.0).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire état de la circulation sur l'autoroute 955 en regard des différents types de déplacements potentiels et de leur évolution dans le temps.</li> <li>• Fournir les déplacements sur la 955 <u>pour chaque type de véhicules agricoles</u>.</li> <li>• Expliquer comment la réglementation sera appliquée pour les véhicules agricoles, en regard au code de la sécurité routière. (exemple vitesses permises versus vitesse pratiquée)</li> </ul>
62	« Pour améliorer le coût de transport, la Ferme Lansi utilisera des voitures de capacité accrue [...] ».	Que ce soit pour le transport des récoltes ou autres types de déplacements associés à l'exploitation d'une entreprise agricole, lorsqu'ils circulent sur un chemin public, les opérateurs de machines agricoles et d'ensembles de véhicules agricoles de plus de 2,6 m de large ont des obligations spéciales à respecter pour assurer leur sécurité et celle des autres usagers de la route. Cette dimension n'a pas été explorée.	Les impacts des déplacements de ce type de véhicules devront être traités en regard du code de la sécurité routière.

Page	Texte, tableau ou autre	Traitement d'un élément manquant, questionnement ou demande de précision	Ce qui rendrait l'élément recevable
64	<i>4.3.5.1 Surveillance des opérations sur la circulation de routes... »</i>	Cette section traite uniquement d'une surveillance des hausses de circulation sur le réseau routier local. La surveillance des hausses sur le réseau provincial a été omise.	L'évaluation des hausses et la surveillance des hausses de circulation devront également être proposées pour le réseau supérieur.
63-66	<i>Tableau 4.6 (Tableau 4.7</i>	Ajouter les déplacements des véhicules associés à l'exploitation de l'entreprise pour les circulations actuelle et projetée par routes.	Ce sont les parcours (le détail des chemins locaux et provinciaux qui seront empruntés) par types de véhicules qui intéressent plus particulièrement le MTMDET. Bonification des données à faire.
67	<i>« Le projet de la Ferme Lansi apportera l'effet résiduel d'une augmentation de la circulation de moins de 1%/an sur 20 ans »</i>	Présenter l'augmentation par année pour éviter une dilution des impacts réels en choisissant une trop longue période. Il importe notamment de séparer la période de construction à celle de l'exploitation future usuelle de l'entreprise avec le cheptel augmenté.	Bonification des données à faire.
67	<i>« Comparativement à un élevage situé au 1369... l'utilisation de 5 sites de moins de 600 UA ....2) Création de 4 nouveaux sites d'élevage apportant une toute nouvelle dynamique de circulation sur les routes, pour la population voisine; »</i>	Expliquer cette dynamique, tel que mentionné précédemment.	Bonification des données à faire. Une représentation cartographie pourrait aider la compréhension.
68	<i>« Comparativement à un élevage situé au 1369... l'utilisation de 5 sites de moins de 600 UA ....5) Vie rurale : surveillance des plaintes concernant la circulation de véhicules agricoles vers et du 1360, 10<sup>e</sup> rang, Saint-Albert. »</i>	Surveiller est une chose, prévoir est préalable et essentiel. Décrire plus clairement la circulation induite par le projet, selon ce qui a été suggéré précédemment.	Bonification des données à faire.
76	<i>« Ce projet apporte surtout un impact résiduel [...] sur une période de 20 ans. »</i>	Réécrire cette partie de conclusion pour la rendre explicite.	Bonification des données à faire.

Le 2 août 2016

Monsieur Denis Talbot  
Directeur par intérim  
Direction de l'évaluation environnementale de projets terrestres  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)  
Édifice Marie-Guyart, 6<sup>e</sup> étage  
675, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5V7

**Objet : Commentaires — Augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lansi de 570 à 2086 UA, municipalité de Saint-Albert, MRC d'Arthabaska (Dossier 3211-15-016)**

Monsieur,

Comme demandé dans votre lettre datée du 16 juin 2016, vous trouverez ci-dessous les commentaires du MAPAQ, direction régionale du Centre-du-Québec, concernant le sujet cité en rubrique.

Nous avons procédé à une lecture attentive de l'étude d'impact environnemental portant sur l'augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lansi de 570 à 2089 unités animales entre 2016 et 2035.

Tel que requis, l'analyse de recevabilité a été réalisée en regard de la Directive pour le projet d'augmentation du cheptel de bovins laitiers par la ferme Lansi dans la MRC d'Arthabaska, émise par le MDDELCC en vertu de l'article 31.2 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

La directive indique à l'initiateur du projet la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement qu'il doit réaliser. Elle présente une démarche visant à fournir les informations nécessaires à l'évaluation environnementale du projet proposé et au processus d'autorisation par le gouvernement.

Globalement, le contenu de l'étude d'impact rencontre celui de la directive. Cependant, certains éléments auraient avantage à être ajoutés, détaillés ou précisés afin de pouvoir être en mesure, dans la prochaine étape, d'évaluer l'acceptabilité du projet.

#### Mise en contexte du projet

Dans cette section, l'historique de l'entreprise du demandeur est abordé ainsi que la justification du projet. Le demandeur vise l'obtention d'un essor économique normal ainsi que l'établissement de ses deux fils. Le contexte économique dans lequel évolue la production laitière au Canada et ailleurs dans le monde est également très bien élaboré. De même, l'envergure du projet est abordée. Cependant, nous estimons que cette partie comprend quelques éléments qui auraient avantage à être plus élaborés, notamment :



- Les intérêts et principales préoccupations des diverses parties concernées, incluant le niveau d'acceptabilité du projet dans le milieu : Les détails de la consultation publique tenue apparaissent en annexe, mais il serait important d'y faire mention dans cette partie et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.
- Les principales contraintes écologiques qu'implique une concentration des activités d'élevage sur un site unique : Quoique d'autres parties traitent indirectement de cet aspect, il devrait en être question dès la mise en contexte dans la description du projet afin de bien situer ces contraintes.
- Les politiques gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, de gestion des ressources d'énergie et de sécurité publique et de santé publique pour ce secteur d'activité : Des références devraient apparaître dans cette partie de l'étude afin de situer le projet dans le contexte gouvernemental

### Description du milieu récepteur

Les éléments abordés dans la partie 2 de l'étude répondent en majeure partie aux exigences de la directive. Cependant, plusieurs d'entre eux sont abordés de façon très superficielle et auraient avantage à être plus détaillés :

- En général : Afin de bien comprendre la zone d'étude et ses principales composantes, il serait intéressant que la cartographie présentée en annexe soit plus en lien avec les différentes informations apparaissant dans le rapport. Des informations illustrées sur les cartes ne sont pas abordées dans le texte et inversement, plusieurs informations dans le texte ne sont pas représentées sur les cartes. Par exemple, les grandes affectations sont identifiées sur la figure 1.0, mais on ne retrouve aucune référence à cet égard dans le texte permettant de les comprendre. De même, les bassins versants sont bien décrits dans le texte, mais non cartographiés dans le même niveau de détails.
- Dans la description du milieu physique :
  - Le contexte hydrogéologique : Ce dernier est abordé davantage dans la partie 4 de l'étude, mais plus en lien avec l'alimentation en eau du site d'élevage. Même si le projet n'implique pas d'augmentation des superficies cultivées dans la zone d'étude, il serait important d'avoir un portrait général du contexte hydrogéologique de la zone d'étude et de l'impact actuel des activités culturelles sur les puits environnants ;
  - L'environnement sonore du site ainsi que sur l'aspect visuel de l'emplacement du site d'élevage : Ces aspects n'ont pas été abordés et auraient avantage à être ajoutés afin d'évaluer ces impacts sur le secteur d'étude.
- Au niveau du milieu humain, certains éléments sont également manquants ou peu détaillés :
  - Les réglementations des diverses instances concernées au niveau régional et local, par exemple, la description des affectations prévues au schéma d'aménagement et de développement de la MRC et au plan d'urbanisme de la municipalité : Quelques références sont effectuées dans la partie 4 par rapport



aux normes environnementales et aux normes relatives aux odeurs, mais on ne retrouve aucune référence à ces normes et règlements dans un contexte plus global ;

- Le développement projeté à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles de la zone entourant le projet ;
- Les sites agrotouristiques actuels et projetés (tables champêtres, gîtes touristiques, etc.) : Un gîte agrotouristique est identifié sur la figure 1.0, mais on ne retrouve aucune référence dans le texte sur ses activités ou encore sur les distances séparatrices que l'entreprise devra respecter par rapport à ce dernier ;
- Un portrait sommaire des demandes d'exclusion de la zone agricole et des autorisations à des fins non agricoles qui auraient été adressées à la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) et qui sont susceptibles d'interférer avec le projet d'agrandissement de la ferme Lansé.

#### Description du projet et des variantes de réalisation

Dans la description des principales caractéristiques du projet, des parties nous semblent manquantes :

- Phase d'aménagement et de construction : Très peu d'informations relatives à celle-ci apparaissent dans l'étude. Cependant, le calendrier de réalisation démontre que celle-ci s'étendra sur plusieurs années, expliquant en partie cette situation. Nous considérons cependant que des informations à cet égard auraient avantage à être ajoutées, conformément aux exigences de la directive.
- Phase d'exploitation : certains aspects sont manquants dont notamment :
  - les quantités, et caractéristiques des matières premières requises ;
  - le bruit, les odeurs, les émissions diffuses et autres nuisances, ainsi que les installations qui y sont associées ;
  - le type de ventilation des bâtiments ;
  - le mode de gestion des animaux morts retenu ;
  - la main-d'œuvre requise ;
  - les coûts estimatifs du projet.

La partie 4 de l'étude comprend un argumentaire détaillé permettant de comprendre le choix du demandeur au niveau économique et environnemental par rapport à la concentration des activités d'élevage sur un site unique ainsi que sur les défis rencontrés par ce choix. Elle nous semble répondre à la directive au niveau de la description des variantes, puisque pour le demandeur, il n'y a pas vraiment d'autres options possibles. Cependant, la variante qui peut être considérée consiste à conserver les activités d'élevage sur les sites qui seront acquis par le demandeur pour rencontrer ses objectifs d'augmentation des unités animales, évitant ainsi la concentration de ces activités. Cependant, les aspects mentionnés dans la directive ne sont pas abordés pour cette variante, puisqu'une étude d'impact ne serait pas requise dans ce cas.





### Analyse des impacts de la variante ou des variantes sélectionnés

L'étude comprend une évaluation des impacts qui nous semble complète. Cependant, l'analyse des impacts résiduels demeure générale et peu détaillée. L'évaluation des impacts est réalisée en trois étapes, en commençant par la présentation de l'augmentation des activités d'élevage et culturelle, le niveau d'espace affecté (local, régional ou provincial) ainsi que les mesures d'atténuation et les effets résiduels. En dernier lieu, une comparaison est effectuée entre le projet actuel de concentration des activités d'élevage et la possibilité de logement du cheptel sur plusieurs sites.

Dans la section faisant mention des effets résiduels d'odeur, de bruits et de poussières, il est fait mention de mesures d'atténuation possibles au niveau des odeurs sans engagement à les mettre en application, mais davantage comme des mesures pouvant être adoptées en cas de nécessité suite à des plaintes concernant les odeurs. Il serait adéquat que le demandeur prévoie la réalisation de mesures préventives avant le dépôt desdites plaintes afin de faire en sorte que les impacts du projet sur les odeurs soient limités lorsque l'augmentation du nombre d'unités animales sera atteinte sur le site de la ferme. De même, les effets du bruit et de la poussière ne sont pas abordés.

### Surveillance et suivi environnemental

La partie 5 de l'étude reprend les principaux enjeux environnementaux du projet à surveiller ainsi que les risques qui en découlent. La partie 9 constitue le cahier de surveillance environnemental auquel sont joints plusieurs documents relatifs à des lois ou règlements, des bonnes pratiques ou des recommandations. Ce cahier est un outil que suivra le demandeur pour assurer l'instauration de bonnes pratiques environnementales efficaces pour les opérations courantes de la ferme, assurer la surveillance des opérations, l'analyse des opérations qui ont un impact sur les ressources air, eaux, sol et énergie et préserver la qualité de l'environnement. Ces parties nous semblent complètes en regard de la directive.

Ainsi, nous sommes d'avis que l'étude d'impact, telle que présentée aurait avantage à être bonifiée afin de répondre aux exigences de la directive. Pour toute information complémentaire à cet avis, je vous invite au besoin à communiquer avec madame Isabelle Lessard, conseillère en aménagement du territoire et développement rural, ayant procédé à l'analyse de ce dossier pour notre direction régionale. Vous pouvez la joindre au **819-371-6761** au **poste 4630**.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur régional par intérim,

Gilles Beaudry, agronome

/il

Trois-Rivières, le 18 juillet 2016

Madame Marion Schnebelen  
Coordonnatrice de l'Unité de santé environnementale  
Direction de la protection de la santé publique  
1075, chemin Sainte-Foy, 12<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2M1

**OBJET : Recevabilité de l'étude d'impact du projet d'augmentation du cheptel  
laitier de la Ferme Lansé de 570 à 2086 UA, municipalité de Saint-Albert,  
MRC d'Arthabaska, Dossier 3211-15-016**

---

Madame,

Tel que demandé dans votre lettre du 20 juin dernier, nous avons analysé la recevabilité de l'étude d'impact datée d'avril 2016 déposée par la ferme Lansé de Saint-Albert pour le projet mentionné en titre.

Les informations requises pour l'analyse du projet d'un point de vue de santé publique nous apparaissent complètes, l'étude d'impact est donc jugée recevable.

En espérant le tout conforme, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Karine Martel, M.Env.  
Conseillère en santé environnementale  
Direction de santé publique et responsabilité populationnelle  
CIUSSS MCQ  
Centre administratif

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 22 juillet 2016

Monsieur Denis Talbot, directeur  
Direction de l'évaluation environnementale  
des projets terrestres  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement  
et de la Lutte contre les changements climatiques  
675, boulevard René-Lévesque Est, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5V7

**Objet : Projet d'augmentation du cheptel laitier de la ferme Lansi de 570 à 2086 UA,  
municipalité de Saint-Albert, MRC d'Arthabaska  
(Dossier 3211-15-16)**

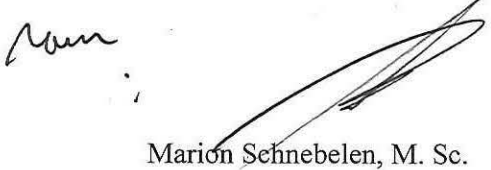
Monsieur,

Pour faire suite à votre demande datée du 16 juin dernier, nous vous transmettons notre avis quant à la recevabilité de l'étude d'impact relative au projet ci-dessus mentionné. Celui-ci se base sur l'analyse de la Direction régionale de santé publique (DSPublique) du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-Centre-du-Québec.

La présente étude est considérée comme recevable d'un point de vue de santé publique.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La coordonnatrice de l'Unité de santé environnementale,

  
Marion Schnebelen, M. Sc.

MS/PGR/ml

p.j.



DESTINATAIRE : Monsieur Denis Talbot  
Direction de l'évaluation environnementale des projets  
terrestres

DATE : Le 15 juillet 2016

OBJET : **Augmentation du cheptel laitier de Ferme Lansi à  
Saint-Albert**

V/Réf. : 3211-16-016  
N/Réf. : 7710-17-02-05208-04  
401369484 – SCW-1017344

Nous donnons suite à votre demande d'avis datée du 16 juin 2016 concernant le projet mentionné ci-dessus. Après examen de l'étude d'impact présentée au Ministère, nous vous faisons part des commentaires et des conditions de recevabilité qui relèvent de notre compétence.

Nous vous transmettons également un bref historique des interventions du CCEQ auprès de cet exploitant.

Pour toute information complémentaire, nous vous invitons à communiquer avec M<sup>me</sup> Juana Elustondo, agr., analyste, au 819 752-4530, poste 227.

Le directeur régional par intérim,



François Boucher

FB/JE/aab

p. j. 2

# **AVIS – ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT**

## **Augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lanssi**

### **Dossier 3211-15-016**

Nous considérerons l'étude soumise recevable lorsque les questions ou éléments suivants seront répondus ou documentés par Ferme Lanssi :

#### Mise en contexte du projet

1. Préciser l'étendue des secteurs (ha) dans lesquels des pratiques de conservation de sol sont utilisées ainsi que les secteurs (ha) qui ont fait l'objet de travaux de reboisement de bandes riveraines sur les cours d'eau qui traversent les terres exploitées par l'entreprise.
2. Concernant l'envergure du projet, revoir le calcul des unités animales en fonction des catégories de l'annexe « O » du projet de Règlement relatif aux exploitations de production animale.
3. Pour permettre une meilleure évaluation des charges N-P-K impliquées dans le projet, nous vous demandons de préciser aux tableaux 1 et 3.1b, les catégories d'animaux en fonction des catégories présentées à l'annexe VII du REA et de préciser le mode de gestion des fumiers associé à chaque catégorie.

#### Description du milieu récepteur

1. Dans un contexte régional où les productions animales sont très présentes et un contexte réglementaire où l'augmentation de superficies en culture n'est pas permise, préciser comment l'accroissement de cheptel prévu peut être réalisé sans nuire aux productions existantes ni augmenter la pression sur les terres en culture.
2. Ajouter dans les plans des terres en culture, annexés à l'étude d'impact, l'emplacement précis des prélèvements d'eau pour consommation humaine situés à proximité des parcelles.
3. Préciser si l'on trouve des parcelles situées à l'intérieur de l'aire d'alimentation de puits municipaux. Dans ce cas, l'indiquer dans les plans des terres en culture, annexés à l'étude d'impact et présenter les mesures d'atténuation spécifiques qui seront appliquées pour leur protection.
4. Au tableau 2.5, compléter et corriger les distances exigées par le RPEP (art. 61) en fonction des différents types de prélèvement d'eau.

### Description du projet, des variantes et de leurs impacts

1. Préciser si certains animaux auront accès à un enclos extérieur et, le cas échéant, s'il s'agit de cours d'exercice. Si tel est le cas, décrire la gestion de la cour d'exercice permettant le respect des exigences environnementales prévues aux articles 17, 17.1 et 18 du *Règlement sur les exploitations agricoles*.
2. Préciser s'il est prévu de stocker du fumier solide en amas au champ.
3. Préciser les normes qui seront mises en place à la ferme pour assurer le bien-être des animaux.
4. Préciser le système de ventilation des bâtiments d'élevage existants et à venir.
5. Remplacer le terme cécité par celui de siccité (taux de matière sèche) dans le texte.
6. Préciser les mesures concrètes qui seront mises en place à la ferme pour assurer la mitigation des impacts par la concentration des odeurs.
7. Préciser les technologies que Ferme Lansi compte mettre en place afin d'améliorer l'efficacité des ressources.
8. Présenter des références qui appuient les affirmations indiquant qu'il y aura une diminution de la production de gaz à effet de serre et des odeurs grâce à la gestion liquide des déjections animales comparativement à la gestion solide.

### Analyse des impacts environnementaux

1. L'évaluation des odeurs générées par le projet ainsi que les mesures d'atténuation associées nous apparaissent comme des éléments à bonifier.
2. Le projet d'ajout de nouveaux puits nécessite une autorisation en vertu de l'article 31.75 de la LQE.
3. Une étude sur les impacts de l'implantation de nouveaux prélèvements d'eau sur les puits avoisinants devra être présentée.
4. Justifier les effets résiduels des impacts après la mise en place des mesures d'atténuation pour les opérations d'élevage (tableau 4.3a).
5. Nous comprenons que l'augmentation de cheptel de Ferme Lansi se fera au fur et à mesure que l'entreprise fera l'acquisition de quota pour la production de lait. Toutefois, ce quota peut provenir d'ailleurs que des municipalités avoisinantes de Ferme Lansi. Dans ce cas, l'augmentation de cheptel prévue par la ferme pourrait occasionner des impacts majeurs au niveau local et régional. Présenter un scénario alternatif, dans cette éventualité.

6. Nous comprenons mal comment une augmentation des distances à parcourir pour le transport et l'épandage des déjections animales peut se traduire par une diminution des impacts au niveau de l'air et aucun impact au niveau de l'énergie.
7. Présenter une évaluation de l'impact de l'augmentation de la circulation de véhicules lourds sur la détérioration de l'état du réseau routier.
8. Présenter le détail du calcul de la réduction de la production de gaz à effet de serre en fonction de la production de lait.
9. Nous comprenons l'importance de la propreté afin de maintenir la salubrité des installations pour le bétail et le personnel. Toutefois, à notre avis, d'autres moyens devront être considérés pour le contrôle des odeurs, du bruit et des poussières. Tel que précisé dans le document, l'implantation de brise-vent s'avère intéressante à ce propos.
10. Présenter une évaluation de l'impact du bruit sur le site avec l'ajout d'éventuels nouveaux équipements (séchoirs à grains, ventilateurs, etc.).
11. Nous comprenons que des larges bandes riveraines sont conservées dans les terrains boisés. Toutefois, dans les parcelles cultivées, la bande riveraine de deux mètres ne respecte pas les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables qui précise que « la culture du sol à des fins d'exploitation agricole est permise à la condition de conserver une bande minimale de végétation de trois mètres dont la largeur est mesurée à partir de la ligne des hautes eaux; de plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus ».
12. L'enfouissement immédiat des déjections animales ne pouvant pas être réalisé sur les superficies en travail minimum, présenter les mesures d'atténuation des odeurs et du ruissellement qui seront mises en place lors des épandages (notamment en post-récolte) sur ces parcelles.

#### Programme de surveillance et de suivi environnemental et gestion des risques environnementaux

1. Mettre à jour le tableau 1 du cahier de surveillance avec les exigences du RPEP;

### Recevabilité du projet en lien avec le processus d'autorisation conventionnel (REA)

Pour la délivrance des certificats d'autorisation agricoles conventionnels, les demandes d'autorisation doivent inclure :

1. Une attestation de conformité aux règlements municipaux;
2. Des avis techniques sur l'étanchéité des planchers, dalots, préfosse, canalisation et stockage des bâtiments et des ouvrages de stockage existants;
3. Des plans et devis des nouveaux bâtiments incluant un devis descriptif de l'évacuation des fumiers, avec mandat pour la surveillance des travaux de construction ainsi que pour la préparation d'une attestation de conformité par un ingénieur à la fin des travaux;
4. Des plans et devis des ouvrages de stockage projetés avec mandat pour la surveillance des travaux de construction ainsi que pour la préparation d'une attestation de conformité par un ingénieur à la fin des travaux;
5. Un plan agroenvironnemental de fertilisation pour le **projet faisant l'objet de la demande**. Ce plan doit inclure toutes les superficies requises pour la valorisation des fumiers et lisiers produits par le cheptel qui fait l'objet de la demande, que ce soit en propriété, en location ou en entente d'épandage.

### Autres éléments

Ferme Lansi aurait dû obtenir une autorisation en vertu de l'article 31.75 de la LQE pour l'installation du prélèvement d'eau souterraine actuel de la ferme dont le débit est supérieur à 75 m<sup>3</sup>/jour.

En effet, selon l'article 3 du RPEP, « sont réputés constituer en seul prélèvement d'eau les prélèvements effectués à chacun des sites de prélèvements qui sont reliés à un même établissement, à une même installation ou à un même système d'aqueduc. Il en est de même pour établir le débit journalier maximal d'eau d'un prélèvement assujéti à une autorisation en vertu de l'article 31.75 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (chapitre Q-2) ».

Dans le cadre d'une demande d'autorisation pour un prélèvement d'eau, le requérant doit alors déposer au MDDELCC les informations prévues à l'article 7 du *Règlement sur les prélèvements des eaux et leur protection*.

## **Historique environnemental auprès de la Direction régionale**

### **1. Avis d'infraction du 7 mai 2007**

#### **Infractions constatées :**

- Débordement des matières stockées dans un ouvrage d'entreposage sans avoir pris toute les mesures pour le prévenir et l'arrêter;  
Règlement sur les exploitations agricoles, article 14;
- Rejet de déjections animales sur votre terrain sans avoir pris, lorsque vous en avez pris connaissance, les mesures requises pour mettre fin à un tel rejet et éliminer sans délai ces matières de votre terrain ainsi que le remettre dans son état antérieur;  
Règlement sur les exploitations agricoles, article 5;
- Équipement d'évacuation de déjections animales des installations d'élevage dont le parfait état d'étanchéité n'a pas été maintenu;  
Règlement sur les exploitations agricoles, article 13;

### **2. Avis d'infraction du 8 août 2011**

#### **Infraction constatée :**

- Avoir appliqué des pesticides à moins de 1 mètre d'un cours d'eau et d'un fossé dont l'aire d'écoulement de la partie du cours d'eau et du fossé est de 2 m<sup>2</sup> ou moins.  
Code de gestion des pesticides, article 30

### **3. Avis de non-conformité du 26 novembre 2012**

#### **Infraction constatée :**

- Avoir épandu des déjections animales, le 14 novembre 2012, sur des parcelles en culture sans que cela ait été recommandé par un agronome dans un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF).  
Règlement sur les exploitations agricoles, article 31

### **4. Avis de non-conformité du 6 septembre 2013**

#### **Infraction constatée :**

- Avoir entravé l'exercice des fonctions d'un fonctionnaire visé par l'article 119.  
Loi sur la qualité de l'environnement, article 121 al. 1, partie 1

5. Avis de non-conformité du 12 novembre 2013

Infraction constatée :

- Avoir fait une chose ou avoir exercé une activité sans obtenir préalablement le certificat d'autorisation requis en vertu de l'article 22, soit avoir procédé à l'augmentation du cheptel causant une augmentation de la charge de phosphore produite dans un lieu d'élevage sans avoir obtenu le certificat d'autorisation requis à cette fin.

Loi sur la qualité de l'environnement, articles 115.25 (2) et 22. al.1

Règlement sur les exploitations agricoles, article 42

6. Avis de non-conformité du 17 décembre 2015

Infraction constatée :

- Ne pas avoir respecté l'interdiction de culture des végétaux sur le territoire d'une municipalité énumérée aux annexes II à V du Règlement sur les exploitations agricoles (lot 1078, 11<sup>e</sup> Rang, cadastre de Warwick, Saint-Valère, MRC d'Arthabaska).

Règlement sur les exploitations agricoles, article 50.3 al. 1

7. Avis de non-conformité du 21 décembre 2015

Infraction constatée :

- Ne pas avoir respecté l'interdiction de culture des végétaux sur le territoire d'une municipalité énumérée aux annexes II à V du Règlement sur les exploitations agricoles (lot 1031, 10<sup>e</sup> Rang, cadastre de Warwick, Saint-Valère, MRC d'Arthabaska).

Règlement sur les exploitations agricoles, article 50.3 al. 1

8. Avis de réclamation (sanction administrative pécuniaire) du 30 juin 2016

Manquement :

- A fait défaut de respecter l'interdiction de culture prévue au premier alinéa de l'article 50.3.

Règlement sur les exploitations agricoles, articles 43.5 (9) et 50.3 al. 1

DESTINATAIRE : Monsieur Richard Beaulieu  
Directeur de l'agroenvironnement et du milieu hydrique  
par intérim

DATE : Le 3 mars 2017

OBJET : **Augmentation du cheptel laitier de la Ferme Lansé**  
**N° de dossier : 3211-15-016**  
**SCW : 1044540**

---

J'ai pris connaissance du document soumis sur l'objet cité en rubrique et voici mon évaluation de la recevabilité de cette étude d'impact.

Voici les principaux éléments relevés dans cette étude qui sont déficients, manquants et insatisfaisants :

Page couverture

Le numéro de dossier est erroné, le remplacer par : 3211-15-016.

Dans le document, les auteurs utilisent différents acronymes pour identifier le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Vérifier l'utilisation des acronymes MDDEP et MDDEFP et les remplacer par MDDELCC, selon le cas, s'il y a lieu. Par exemple, à la page couverture, remplacer « Dossier MDDEP » par « Dossier MDDELCC ».

Page 27, dernière phrase

L'initiateur indique : « La densité animale est de 1 UA/ha, la limite permettant de ne pas surcharger les terres cultivées en phosphore ». Des études scientifiques menées au Québec ont démontré que la densité animale n'était pas un critère qui permet de s'assurer que les sols ne dépassent pas un certain niveau de saturation en phosphore. D'ailleurs, au Québec, les règles de l'art de l'agronomie et le Règlement sur les exploitations agricoles ne tiennent pas compte de la densité animale pour l'évaluation de la saturation en phosphore des sols. Par ailleurs, malgré que la Ferme Lansé soit localisée dans une région où la densité animale est de l'ordre de 1UA/ha, certaines de ses parcelles ont des taux de saturation en phosphore qui sont supérieurs aux normes acceptables (voir les parcelles inscrites en rouge dans le PAEF à l'annexe 10.7). L'initiateur (les auteurs sont membres de l'Ordre des agronomes du Québec) peut-il s'expliquer à ce sujet?



Page 29, dernier paragraphe

Les auteurs indiquent que : « ... le Règlement sur les exploitations agricoles... en vigueur, remplace le projet de Règlement relatif aux exploitations de production animale... » Cette affirmation est fausse. Le Règlement sur les exploitations agricoles a remplacé, en 2002, le Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole (Q-2, r.18,2).

Page 31, section 3.2.2.1, 2)

L'initiateur justifie le choix d'un seul site, notamment par l'installation d'un futur traitement des déjections animales. Toutefois, le projet n'en prévoit pas. Cet argument est hypothétique et ne peut être retenu pour justifier leur choix de site, voir 1<sup>er</sup> paragraphe, page 34.

Page 31, dernière phrase

L'initiateur affirme qu'un seul site a l'avantage de réduire les odeurs alors qu'à la page 32, section 3.2.3, 1), il indique qu'un seul complexe est une source plus importante d'émission d'odeurs. Ces affirmations sont contradictoires. L'initiateur peut-il s'expliquer à ce propos?

Page 34, tableau 3.1b, dernière colonne

La teneur totale devrait-elle être exprimée en tonne/an, comme au tableau 3.1a?

Page 35, section 3.4, 1)

Le recouvrement des fosses n'est pas un traitement. C'est plutôt une mesure de mitigation. Le titre de cette section devrait être modifié à cet effet.

Page 37, section 3.5

L'initiateur affirme que : « ... l'épandage des lisiers... puisqu'il s'agit de la méthode de disposition la plus écologique et économique... » Peut-il expliquer en quoi l'épandage des déjections est plus écologique que d'autres modes de disposition?

Page 39

L'initiateur peut-il préciser quels sont les lois et règlements (municipal, provincial et fédéral) applicables au projet de la Ferme Lansi?

Page 40, 1<sup>er</sup> paragraphe

L'initiateur affirme que : « La Ferme Lansi ne déboisera pas de terres pour augmenter ses surfaces en culture pour respecter la réglementation de la MRC ». L'initiateur peut-il fournir le nom de ce règlement?

Il faudrait ajouter à la fin de cette phrase : « et le Règlement sur les exploitations agricoles (article 50.3) ».

Page 42, 2<sup>e</sup> paragraphe

L'initiateur affirme que les odeurs sont diluées sur une distance de 100 m à 1000 m. L'initiateur peut-il fournir la source de cette affirmation?

Page 42, 2<sup>e</sup> paragraphe

L'initiateur mentionne que les odeurs sont produites principalement par la production des déjections animales, leur relâchement et leur manipulation dans

les étables, lors de leur brassage dans la structure d'entreposage et lors de leur épandage. Puisqu'il y a des odeurs de produits dans les bâtiments, il est fort probable que la ventilation des bâtiments produit des odeurs à l'extérieur des bâtiments. Toutefois, l'initiateur n'en fait pas mention. L'initiateur peut-il s'expliquer à ce sujet?

Page 42, tableau 4.1b

L'initiateur mentionne l'utilisation d'herbicides liés aux opérations culturales. L'initiateur peut-il expliquer pourquoi il ne prévoit pas d'impacts de l'utilisation des herbicides sur les ressources eau, air et sol?

Page 42, tableau 4.1b

Les opérations culturales incluent la production de maïs, de céréales et de soya. Ces cultures peuvent nécessiter l'utilisation de pesticides autres que des herbicides. L'initiateur peut-il préciser si d'autres pesticides sont utilisés à la ferme et dans l'affirmative, préciser si leur utilisation ont des impacts sur les ressources eau, air et sol?

Page 48, note au bas du tableau 4.3b

L'initiateur peut-il expliquer quelles sont les techniques de culture d'appoint responsables du gain environnemental de 50 %?

Page 54, section 4.3.2.1, 2<sup>e</sup> paragraphe

L'initiateur peut-il expliquer pourquoi le fait de dépasser 75 m<sup>3</sup>/j l'oblige à utiliser les services d'un hydrogéologue?

Page 56, section 4.3.2.3, 4)

« Assurer des structures de contrôle de l'érosion dans les champs », l'initiateur peut-il expliquer en quoi cela consiste?

Page 57, section 4.3.3.1

L'initiateur compte surveiller la qualité des habitats de flore et de faune en surveillant la qualité des sols et de l'eau. L'initiateur peut-il expliquer en quoi consiste cette surveillance (observations, échantillonnages, paramètres analysés, critères de qualité, fréquence de suivi, etc.)?

Page 58, section 4.3.4.1

L'initiateur évalue la consommation énergétique des activités de la Ferme Lansi sur la base de quelques études américaines et d'une étude ontarienne. En raison du climat froid du Québec, la réalisation des activités agricoles est plus énergivore que pour la réalisation de ces mêmes activités réalisées aux États-Unis ou en Ontario. De ce fait, il est fort probable que la consommation énergétique est sous-évaluée. L'initiateur peut-il apporter des précisions à ce propos?

Page 57 à 66

On retrouve deux tableaux 4.6 et deux tableaux 4.7. Chaque tableau traite de sujets différents. La numérotation des tableaux est à refaire. Des corrections doivent être apportées au texte afin de faciliter la lecture et la compréhension du document.

Page 67, section 4.6, 1<sup>er</sup> paragraphe, 4)

L'initiateur indique que la diminution de l'érosion du sol permet d'améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines. À cet effet, il donne notamment l'exemple des bandes riveraines plus minces. Cet énoncé est contradictoire par rapport aux résultats de nombreuses études scientifiques sur le sujet. L'initiateur peut-il s'expliquer à ce propos?

#### Chapitre 5

Le projet de la Ferme Lansi occasionnera un accroissement du cheptel, de la circulation, des activités de construction et de démolition, etc., qui causeront fort probablement des nuisances au niveau du bruit, des poussières et des odeurs. Ces nuisances peuvent avoir des impacts sur l'environnement, la santé et le bien-être. Des techniques de mesure de ces nuisances existent. Pourquoi l'initiateur ne propose pas de suivi à l'aide des technologies disponibles pour évaluer les risques et proposer des mesures correctrices?

#### Chapitre 9

Les fiches de suivi proposées sont peu précises sur les éléments à surveiller. Par exemple, dans la fiche 2.2 Consommation et qualité de l'eau potable, les paramètres essentiels à mesurer ou à analyser n'y sont pas précisés. Il pourrait s'avérer très onéreux pour la Ferme Lansi de faire le suivi et l'analyse de tous les paramètres inscrits dans le document de référence proposé par l'initiateur et intitulé *Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada*. L'initiateur aurait avantage à apporter des précisions aux fiches de suivi.

De plus, l'initiateur ne réfère pas à certains documents d'information, de normes et de réglementation québécoise concernant la surveillance et le suivi environnemental. Certains documents québécois sont des références incontournables. Par exemple, concernant la qualité de l'eau potable au Québec, les documents les plus pertinents à ce propos sont disponibles sur le site Internet du MDDELCC. Autre exemple : *le Guide technique d'entreposage des fumiers, 3e édition*, qui recueille les normes de conception, de construction, d'inspection, de vérification de l'étanchéité, etc., des ouvrages de stockage des déjections animales.

Par ailleurs, les documents de référence proposés par l'initiateur présentent de multiples façons de faire. L'initiateur peut-il expliquer pourquoi il n'a pas produit un document vulgarisé qui fait la synthèse des méthodes les mieux appropriées à la situation particulières de la Ferme Lansi, notamment dans le but de faciliter l'utilisation de celles-ci par les employés de la Ferme Lansi?

#### Commentaires généraux

L'initiateur ne propose pas de plan d'intervention environnemental afin de déterminer les mesures de prévention afin d'éviter des problématiques environnementales ainsi que des mesures permettant d'intervenir efficacement lors de problématiques environnementales.

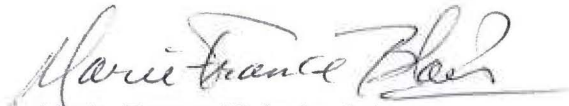
Les auteurs font référence à des lois, des règlements ou à des données provenant de différents paliers de gouvernement, mais on ne retrouve pas leurs

références dans la bibliographie, par exemple : le Règlement sur les exploitations agricoles, les données de densité animale présentées aux pages 21 à 23, les documents présentés au chapitre 9.

Il serait souhaitable d'uniformiser le vocabulaire et la structure du document. Celui-ci est divisé en chapitres et comporte des annexes. Toutefois, à plusieurs endroits dans le texte, les auteurs nous réfèrent à une rubrique qui est en fait un chapitre ou une annexe, par exemple à la page 33, à la fin du 1<sup>er</sup> paragraphe : (Rubrique 10.5) on devrait plutôt lire : (Annexe 10.6).

En général, cette étude est plutôt un recueil d'idées ou de possibilités. Les choix entre différentes options ne sont pas fixés, d'où le manque de contenu concret ou de détails sur le projet. Les informations présentées sont souvent redondantes. L'étude aurait eu avantage à être révisée au niveau linguistique, on retrouve dans le texte de nombreuses fautes de français et d'anglicismes.

En conclusion, à mon avis, cette étude est irrecevable.



Marie-France Blais, ingénieure